

L'hon. Lloyd Axworthy, Libéral (Winnipeg—Fort Garry)

«Bien sûr, nous savons que nous devons continuer à discuter et à négocier.»

C'est parce que les Canadiens sont effrayés, eux aussi, de ce que le gouvernement a fait que nous avons posé des conditions très claires dans notre amendement. Les agriculteurs du sud-ouest de l'Ontario et de l'intérieur de la Colombie-Britannique savent très bien qu'ils sont en danger quand on négocie les systèmes d'offre et le contrôle des exportations et des importations. La ministre dit qu'elle va faire baisser les droits. Cela signifie-t-il que le gouvernement va négocier les droits saisonniers et qu'elle va forcer les agriculteurs de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la vallée du Fraser et d'une grande partie du sud de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à se retirer des affaires? C'est ce que laissent entendre ses propos. C'est le message clair qu'elle transmet. Ces agriculteurs seront victimes des négociations si elle réduit les droits. Notre parti les a conservés parce que nous reconnaissons la nécessité de protéger ces secteurs.

Qu'est-ce que le gouvernement essaie de négocier? La ministre a commencé à lire sa petite liste personnelle et nous avons commencé à comprendre pourquoi ce débat aurait dû se dérouler beaucoup plus tôt. Il aurait dû avoir lieu au moment où le rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes recommandait qu'il

se tienne à la Chambre des communes, soit avant le début des négociations. L'ancien président de ce comité est présent et se rappelle certainement que j'ai appuyé cette recommandation. Ce qui est réellement en jeu, c'est l'égalité de conditions dont les Américains aiment tant parler. C'est l'idée que nous allons abandonner dans ces négociations le droit de choisir librement les subventions ou programmes que nous pouvons instaurer chez nous pour soutenir nos propres industries. La ministre a reconnu que ce droit était mis en cause. Elle a dit que les subventions, les services et les investissements allaient être sujets à négociation. Nous savons maintenant que le gouvernement est en train de négocier l'indépendance dont le Canada a besoin pour mettre en œuvre et contrôler sa propre formule économique.

Si les conservateurs veulent nous rassurer et nous prouver qu'ils n'abandonneront pas ces droits dans les négociations, puisqu'ils nous accusent de voiler la vérité, ils ont un excellent moyen à leur disposition. Ils peuvent se prononcer pour notre amendement. Ils peuvent nous donner ici même à la Chambre toutes les garanties et assurances que recherchent les Canadiens, mais je ne pense pas qu'ils le feront. Ils ne le feront pas car ils sont en train de céder sur ce plan dans les négociations.